

ARRETE PORTANT REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION

Le Maire de la commune d'ESCOVILLE,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Collectivités Locales, complétée et modifiée par la loi n° 82 623 du 22 juillet 1982 et par la loi n° 83-8 du 07 juillet 1983,

VU le Code de la Route et notamment les articles R 110-1 et suivants, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4,

VU l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, livre I – quatrième partie-signalisation de prescription approuvée par l'arrêté interministériel du 7 Juin 1977 modifiée et complétée,

VU l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, huitième partie-signalisation temporaire approuvée par l'arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 modifiée et complétée,

Vu la demande de l'entreprise ECOFRANCE SAINT GERMAIN sise à ST GERMAIN DU CRIOULT 14110, en date du 11 juin 2025, représentée par Mme GUYARD Léa, en vue de réaliser des travaux d'amélioration du réseau en basse tension ENEDIS

Considérant qu'il convient de prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des biens et des personnes,

ARRETE

ARTICLE 1 : Du 01 juillet 2025 et pour une durée de 30 jours, la circulation pourra être réglementée RD 228, sur le territoire communal, hors agglomération.

ARTICLE 2 : Le temps des travaux, RD 228, dans les deux sens de circulation, la circulation sera en alternat par feux.

ARTICLE 3 : Durant cette période, le stationnement sera interdit aux abords du chantier.

ARTICLE 4 : Durant cette période, le passage des véhicules de secours, des bus scolaires (7h00 et 17h30) et des véhicules de ramassages des ordures ne devra pas être empêché.

ARTICLE 5 : Les dispositions visées aux articles précédents seront portées à la connaissance des usagers par la signalisation réglementaire.

ARTICLE 6 : La signalisation de restriction sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire. Elle sera mise en place et entretenue par l'entreprise intervenante, sous contrôle des services municipaux pendant toute la durée d'application du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Pendant la durée de ces travaux, les ouvrages, échafaudages et autres dépôts de matériaux devront laisser libre accès aux immeubles et aux bouches d'incendies, et permettre l'écoulement des eaux.

ARTICLE 8 : Les frais qui résulteraient d'une remise en état de la voie publique seront à la charge du permissionnaire.

ARTICLE 9 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois en vigueur.

ARTICLE 10 : Monsieur le Maire d'Escoville, la gendarmerie de Troarn, la société ECOFRANCE SAINT GERMAIN de St Germain du Crioult, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRETE 11 : Pour information, envoi au service déchets de NCPA et au SDIS du Calvados.

Fait à Escoville, le 18 juin 2025.

Le Maire, Christophe CLIQUET

